

Djibouti

**Rapport Evaluation de l'Economie Bleue
et développement de la boîte à outils (Output 03)**

Zahra O. Ahmed, Consultante
Commission Economique pour l'Afrique

Sommaire

Abréviations	2
1. Introduction	3
1.1 Etat de l'intégration de l'EB dans les stratégies de développement à Djibouti	4
1.2 Objet du Rapport	4
2. Revue du Système des Comptes Nationaux (SCN).....	6
2.1 Présentation méthodologique des SCN de Djibouti	6
2.2 Données économiques capturées.....	7
2.3 Les sources des données.....	9
3. La comptabilité de l'Economie bleue.....	10
3.1 Evaluation de la Valeur ajoutée et l'Emploi de l'EB à Djibouti.....	10
3.2 Evaluation des services des écosystèmes marins.....	16
3.4 Evaluation de la dimension sociale de l'EB	19
4. Avis et commentaires sur la BEVTK	21
4.1 La définition des secteurs économiques qui relèvent de l'EB	21
4.2 Les nomenclatures et le format de l'outil	21
4.3 La disponibilité et la viabilité des données.....	22
5. L'Economie Bleue à Djibouti en chiffres.....	23
6. Conclusion et Perspectives.....	24
Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées.....	26
Références bibliographiques	27

Liste des tableaux

Tableau 1 : Comptes nationaux à prix constants, aux prix de 2013 (Optique production).....	8
Tableau 2 : Sources des données des comptes nationaux	9
Tableau 3: La Valeur ajoutée totale des secteurs avec composante EB (en million Fdj) tiré des SCN	10
Tableau 4 : Valeur ajoutée et	13
Tableau 5: Emploi de l'EB à Djibouti	14
Tableau 6 : Secteurs EB non capturés par le SCN 2018 et Sources de données potentielles.....	15
Tableau 7 : Valeur des écosystèmes marins	18
Tableau 8: Les indicateurs sociaux de Djibouti.....	20

Abréviations

ANEFIP	Agence Nationale de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle
BM	Banque mondiale
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
BEVTK	Blue Economy Valuation Toolkit
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CITI rev4	Classification International Type par Industrie révision 4
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
DISED	Direction des Statistiques et des Etudes Démographique
EB	Economie Bleue
EDAM-IS	Enquête Djiboutienne auprès des Ménages pour les Indicateurs Sociaux
EDD	Electricité de Djibouti
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
INSD	Institut national des statistiques de Djibouti
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MHUE	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement
NAEMA	Nomenclature d'activités des Etats membres d'Afristat
NOPEMA	Nomenclature de produits des Etats membres d'Afristat
PIB	Produit intérieur brut
PIP	Programme d'Investissement Public
ONTD	Office Nationale du Tourisme de Djibouti
SCN	Système des Comptes Nationaux
RGPH	Recensement Général de la population et de l'habitation
TOFE	Tableau des Opérations Financières
UA	Union Africaine
UNECA	United Nations Economic Commission for Africa
VA	Valeur ajoutée

1. Introduction

Lors de la Conférence sur l'économie bleue durable, tenue à Nairobi, au Kenya en Novembre 2018, les dirigeants africains ont exprimé le souhait de doter le continent d'une stratégie de l'économie bleue, qui sous-tendra le développement durable et l'utilisation viable des ressources aquatiques en Afrique.

La stratégie africaine de l'économie bleue a été approuvée en Octobre 2019 et a pour but «de guider le développement d'une économie bleue inclusive et durable qui contribue de manière significative à la transformation et à la croissance du continent ».

Cette volonté africaine s'inscrit dans une dynamique internationale qui appelle au développement d'une « économie bleue » qui serait une approche intégrée du développement durable et qui repose sur la compréhension que les océans du monde représentent non seulement plus de 70% de la superficie de la planète, mais constituent également le fondement de la durabilité économique mondiale.

Ce concept, particulièrement récent car n'utilisé que depuis la conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio de Janeiro en Juin 2012, peut ainsi être défini comme, d'une part, un ensemble d'activités humaines qui produisent et distribuent des biens et services dérivés des écosystèmes aquatiques. D'autre part, l'économie bleue est également un ensemble d'activités humaines qui améliore l'état de santé des écosystèmes aquatiques en prenant des mesures de protection et de restauration. En définitive, l'économie bleue s'articule autour de la valorisation à la fois des secteurs économiques et des composantes écologiques afférents à l'environnement aquatique. Le cadre de l'économie bleue a donc pour objectif de passer de l'approche sectorielle actuelle (en termes de secteurs économiques mais aussi au niveau de la protection des ressources et écosystèmes aquatiques) à une approche multisectorielle, intégrée et participative.

Partant de ce constat, des nombreux acteurs sur le continent œuvrent à l'inclusion de l'EB dans les stratégies de développement régionales et nationales à l'instar de l'IGAD (Autorité Intergouvernementale pour le Développement) dont Djibouti est membre avec sept autres pays¹ de la Corne de l'Afrique. L'IGAD s'est doté en 2019 d'une stratégie d'économie bleue et d'un plan d'action quinquennal (2021-2026)².

La région de l'IGAD compte environ 6960 km de côtes avec l'océan Indien, le golfe d'Aden, le golfe de Tadjourah et la mer Rouge et présente un incroyable potentiel en terme d'EB, malheureusement peu connu et exploité de manière efficiente. En effet, les Etats membres sont confrontés à des nombreux défis, identifiés dans cette stratégie, et freinant le développement de l'EB dans la région, dont :

- Une faiblesse institutionnelle ou de gouvernance pour la mise en œuvre d'une politique ou stratégie EB au niveau national,
- Un déficit de connaissance du potentiel de l'EB,
- Une faible création de valeur ajoutée sur des secteurs relevant entièrement de l'EB tel que la pêche et l'aquaculture,
- L'absence d'une approche intégrée et prospective dans la gestion des espaces et des écosystèmes aquatiques.

La stratégie de l'IGAD de l'EB a identifié quatre axes stratégiques d'intervention, en phase avec la stratégie africaine de l'EB :

- Axe 1 : Structuration de l'EB dans les Etats membres de l'IGAD,

¹ Pays membres de l'IGAD : Djibouti, Ethiopie, Erythrée, Kenya, Somalie, Soudan, Sud-Soudan, Ouganda

² Regional Blue Economy Strategy and Implementation Plan for 5 years (2021-2026), Pierre Failler, 2019

- Axe 2 : Le renforcement des secteurs traditionnels et le développement des secteurs émergents,
- Axe 3 : La mise en œuvre d'initiatives régionales et,
- Axe 4 : le Renforcement de la coopération et de l'intégration régionale.

1.1 Etat de l'intégration de l'EB dans les stratégies de développement à Djibouti

Les discussions autour de cette nouvelle donne de l'économie mondiale commencent tout juste à émerger à Djibouti. A ce jour, l'EB ne figure dans aucune stratégie même si la Vision 2035, la stratégie de développement à long terme adopté par le pays en 2014, consacre quatre secteurs économiques de l'EB comme secteurs prioritaires³ pour le développement futur de Djibouti.

Aussi, la vision 2035 se veut être un modèle de croissance qui se distingue des précédents par son caractère durable, avec une prise en compte des enjeux environnementaux, et inclusive par la promotion de l'équité et de la justice sociale.

Cette stratégie de long terme est mise en œuvre au travers de plans quinquennaux dont le premier, arrivé à terme en 2019, est en cours d'évaluation. Dans le même temps, le pays prépare son second plan quinquennal avec presque une année de retard en raison de la pandémie mondiale de la COVID-19 et son impact négatif sur l'économie du pays⁴.

Suivant les discussions avec les équipes en charge de la préparation du plan quinquennal 2020-2024, *Djibouti ICI (Inclusion, Connectivité et Institution)*, l'économie bleue devrait figurer dans le plan national de développement, dans le pilier diversification économique.

Toutefois, il se pose toujours la question de la gouvernance et de la structuration de ce nouveau domaine, qui ne relève pas uniquement de l'économie mais comprend une importante composante environnementale et sociale.

Un projet de stratégie nationale de l'EB est en gestation au Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement (MHUE) qui est actuellement le point focal au niveau national et devrait sûrement proposer des solutions sur les questions de gouvernance et de coordination.

Ce projet de stratégie devrait également faciliter la levée des contraintes freinant le développement de l'économie bleue, à savoir :

- L'insuffisance des données statistiques sur la contribution de l'EB à l'économie, à l'environnement et au niveau social ;
- Le déséquilibre des secteurs économiques avec une écrasante domination du secteur de transport maritime et activités portuaires,
- La relative faiblesse des politiques de protection de l'environnement et d'atténuation de l'impact des activités humaines sur l'environnement marin.

1.2 Objet du Rapport

L'un des principaux défis pour la mise en œuvre des politiques favorables à l'économie bleue est celui lié à l'insuffisance de données statistiques, complets, viables et à jour pour évaluer la

³ Djibouti Vision 2035, <http://www.ccd.dj/w2017/wp-content/uploads/2016/01/Vision-Nationale.pdf>

⁴ la croissance économique devrait ralentir et tomber à 1,3 % en 2020, contre une projection initiale de 7,5 %, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/djibouti/publication/economic-update-april-2020#:~:text=Apr%C3%A8s%20avoir%20enregistr%C3%A9%20un%20taux,%C3%A9pid%C3%A9mie%20de%20COVID%2D19.>

contribution économique, sociale et environnementale des ressources aquatiques (océan, mer, lac, fleuve, etc.).

Il convient ainsi de développer des outils pour mieux collecter et/ou produire les données nécessaires et évaluer de manière standardisée et homogène la contribution de l'EB aux économies du continent.

C'est pourquoi, la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) a souhaité développer une boîte à outils d'évaluation (BEVKT) qui permettrait de :

- Capturer les données statistiques sur l'EB (économique, environnementale et sociale) ;
- Produire des supports d'informations tels que des rapports, des graphiques, des tableaux, sur la valeur ajoutée des secteurs de l'EB,
- Comptabiliser les contributions sociales et environnementales des écosystèmes marins,

La boîte à outils devrait permettre dans les pays qui l'auront adopté la mise en place de comptes satellites⁵ sur l'économie bleue.

Djibouti, en tant que pays pilote au même titre que le Rwanda et les Seychelles, doit contribuer à l'élaboration de cet outil à travers :

- Une revue du système des comptes nationaux,
- Une analyse des données capturés par les comptes nationaux,
- Une analyse de la manière dont les secteurs relevant de l'EB sont comptabilisés dans les comptes nationaux,
- Une analyse de la contribution de ces secteurs à l'emploi,
- La collecte d'information sur les services des écosystèmes et leur évaluation,
- Une identification des manquements et insuffisances dans la production et collecte des données statistiques sur l'EB, etc.

L'ensemble des données collectés dans le cadre de ces travaux vont alimenter l'outil BEVTK (Blue Economy Valuation Toolkit) créé à cet effet. L'outil a été testé auprès des parties prenantes dont l'Institut National des Statistiques (INSD) en premier. Les commentaires et avis des parties prenantes en vue d'améliorer l'outil sont intégrés à ce rapport.

⁵ Un compte satellite est un cadre de présentation des données de l'économie d'un domaine particulier en relation avec l'analyse économique globale du cadre central de la comptabilité nationale, <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1153>, 2020

2. Revue du Système des Comptes Nationaux (SCN)

2.1 Présentation méthodologique des SCN de Djibouti

La Comptabilité nationale est un cadre comptable qui vise à offrir une représentation détaillée et chiffrée de l'économie. Elle assure la collecte, l'organisation et l'agrégation de l'information statistiques pour évaluer notamment le Produit Intérieur Brut (PIB) qui est l'indicateur de la performance économique, le plus utilisé.

L'Institut National des Statistiques de Djibouti (INSD) élabore les comptes nationaux selon les principes généraux du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008) du Système des Nations Unies. L'INSD a engagé à partir de 2013 une rénovation de ses statistiques économiques, en particulier avec la migration au SCN 2008 et la première production des comptes nationaux selon cette version en 2015, avec 2013 comme année de base (année durant laquelle plusieurs enquêtes ont été menées et la base de données économiques renforcée).

Avant cette réforme, la DISED (actuel INSD) produisait des comptes rapides sur la base de SCN 68. Cette migration vers le SCN 2008 a permis la production des comptes nationaux sur une base régulière (annuelle) et une meilleure prise en compte de l'ensemble des activités économiques et des acteurs de l'économie nationale. Ces activités sont codées selon une nomenclature nationale (NAD : Nomenclature des Activités de Djibouti) qui est une adaptation à l'économie djiboutienne et à ses spécificités de la Classification Internationale Type par Industries (CITI rev4)⁶, de la NAEMA⁷ et NOPEMA⁸.

L'INSD utilise plusieurs nomenclatures dont la nomenclature des branches d'activités (Annexe 1) qui découle de la NAD et qui sert d'ossature au Tableau des ressources et des emplois (TRE). Cette nomenclature des branches vise à regrouper les unités économiques au niveau national exerçant une activité économique identique ou similaire.

Cette nomenclature des branches est complétée par une nomenclature des produits, à trois niveaux, et qui comporte à ce jour 139 lignes de produits.

A ce jour, les comptes nationaux de l'année 2013 et 2014 sont définitifs dans le sens où ils ont été révisés et validés. Les comptes de 2015 à 2018 sont semi-définitif et en cours de révision⁹.

En dehors des comptes nationaux, il n'existe à Djibouti aucun compte satellite permettant d'avoir une information plus poussée et désagrégée d'un secteur ou domaine d'activité donné. Le département du Tourisme a d'ailleurs exprimé le souhait de doter le secteur du tourisme de compte satellite permettant de capturer l'ensemble des activités qui y sont liées. En outre, compte tenu de l'importance du secteur de transports et logistiques à l'économie djiboutienne, il serait également pertinent de doter ce domaine de compte satellite.

⁶ CITI Rév 4 : Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique Révision4

⁷ NAEMA : Nomenclature d'activités des Etats membres d'Afristat.

⁸ NOPEMA : Nomenclature de produits des Etats membres d'Afristat.

⁹ La révision des comptes nationaux, depuis les comptes semi-définitifs vers les comptes annuels définitifs, est usuelle et découle de l'intégration progressive dans le système statistique d'une information s'améliorant au fil du temps.

Enfin, compte tenu de leur caractère purement économique, les comptes nationaux ne prennent pas évidemment en compte la contribution du capital naturel à la performance économique et à la création de richesse.

2.2 Données économiques capturées

Les comptes nationaux sont aujourd'hui produits à Djibouti selon deux approches. En effet, le PIB est calculé selon l'approche production qui prend en compte tout ce qui est produit dans le pays et l'approche emploi qui retrace la manière dont ce qui a été produit a été utilisé.

Les informations disponibles au public retracent l'ensemble des industries existants dans le pays, au niveau 1 le plus agrégés de la NAD et sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Comptes nationaux à prix constants, aux prix de 2013 (Optique production)

Code ISIC			2013	2014	2015	2016	2017	2018
Section/ Division	Code NAD		Définitif	Définitif	Semi-définitif	Semi-définitif	Semi-définitif	Semi-définitif
		Primaire	4 338	4 831	5 159	6 091	7 129	7 838
A011	10	Agriculture	1 157	1 208	1 277	1 454	1 584	1 624
A014	20	Elevage	1 595	1 977	2 326	2 902	3 688	4 700
A02	30	Sylviculture	276	243	253	261	269	265
A03	40	Pêche	1 310	1 403	1 303	1 473	1 588	1 250
		Secondaire	40 946	45 202	49 923	52 146	58 037	88 727
B05-09	50	Extraction	861	1 227	1 431	1 521	1 588	3 756
C10-11	60	Industries agroalimentaires	5 195	6 671	7 270	8 400	9 886	11 142
C12-33	70 - 100	Autres industries manufacturières	2 054	4 280	4 621	5 080	5 485	5 635
D-351	130010	Electricité	11 647	11 325	14 760	14 083	16 927	16 192
E-36-39	130020 - 130030	Eau, Assainissement	3 763	3 634	4 084	4 189	4 449	5 400
F41-43	140	Construction (BTP)	17 426	18 065	17 756	18 872	19 702	46 602
		Tertiaire	292 899	317 046	348 252	374 819	391 757	401 393
G45-47	150	Commerce	86 248	101 968	114 546	119 472	130 455	140 484
H49-53	160010-160020	Transports, poste et courrier	78 928	81 076	87 395	94 552	93 733	92 182
I55-56	170	Hébergement et restauration	3 741	3 489	3 717	3 583	3 669	3 204
J58-63	180	Information et communication	11 720	14 304	14 873	15 484	16 033	16 717
K64-66	190	Banques et assurances	14 957	12 133	14 279	15 372	17 026	17 829
L68	200010	Activités immobilières	18 274	18 382	19 109	19 768	20 362	20 017
M69-75	200020	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 397	9 400	9 899	9 649	9 774	10 289
N77-82	220 - 240	Autres services marchands	4 002	4 838	5 062	5 423	5 844	6 025
O845	210	Administrations publiques	45 866	49 899	56 963	68 334	70 981	71 172
P-Q	220 - 240	Autres services non marchands	18 766	21 557	22 409	23 182	23 879	23 474
		Valeur ajoutée totale	338 183	367 079	403 334	433 055	456 923	497 958
		Impôts nets de subvention sur produits	24 869	26 786	31 278	32 320	34 805	37 481
		Produit intérieur brut (PIB) au prix du marché	363 052	393 865	434 612	465 375	491 728	535 438

Source : INSD-2019

2.3 Les sources des données

Les données pris en compte dans la production des comptes nationaux proviennent de plusieurs sources, dont certaines sont reprises dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Sources des données des comptes nationaux

Types de données	Sources actuelles	Observations
Statistiques sectorielles	- Département sectorielles (Elevage, agriculture, pêche, tourisme, transport, énergie, etc.)	- Faible collaboration des départements sectorielles des statistiques avec l'INSD.
Données financières des entreprises privées	- Direction générale des impôts- Déclarations fiscales des entreprises formelles. - Enquête auprès des entités informelles (2016).	- Les déclarations fiscales sont disponibles que pour très peu d'entreprises (environ 30%). - Absence d'un recensement général des entreprises à ce jour.
Rapport d'activités des établissements publics à caractère commercial	- Ministère du Budget-Direction générale d'audit	- La transmission des données financières des établissements publics n'est pas régulière - Les audits ne sont pas à jour ou ne correspondent pas à l'année de compte
Données sur le commerce extérieur	- Ministère du budget-Direction générale des douanes	- Les données collectées et traitées par l'INSD relatives au commerce extérieur aujourd'hui ne portent que sur les importations de biens. - Les exportations du pays ne sont pas répertoriées dans l'annuaire du commerce extérieur produit par l'INSD.
Données sur la consommation des ménages	Enquêtes de l'INSD dont : - Indice de prix à la consommation (IPC); - Enquête Djiboutienne auprès des Ménages pour les Indicateurs Sociaux (EDAM4-IS) ; - Recensement Général de la population et de l'habitation (RGPH).	
Données sur l'emploi	- Statistique du ministère du travail (ANEFIP, CNSS, etc.); - Rapports d'activités des établissements publics à caractère commercial ; - Statistiques sectorielles.	
Dépenses administrations publiques	- Tableau des opérations financières (TOFE) ; - Balance de paiement produit par la Banque Centrale ; - Programme d'investissement public (PIP).	

3. La comptabilité de l'Economie bleue

3.1 Evaluation de la Valeur ajoutée et l'Emploi de l'EB à Djibouti

Les secteurs identifiés comme relevant de l'économie bleue à Djibouti sont, entre autres, les activités portuaires et maritime, la pêche, l'exploitation du sel et la fabrication de produits chimiques à base de sel, le tourisme, la production et la distribution d'énergie hydraulique, la production de l'eau désalinisée et les câbles sous-marins de télécommunications¹⁰.

La majorité de ces activités sont comptabilisées dans les comptes nationaux de 2018 comme le montre le tableau suivant et donc, leur valeur ajoutée à l'économie nationale évaluée.

Tableau 3: La Valeur ajoutée totale des secteurs avec composante EB (en million Fdj) tiré des SCN

Secteur	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Pêche	1 310	1 403	1 303	1 473	1 588	1 250
Electricité	11 647	11 325	14 760	14 083	16 927	16 192
Transport	78 928	81 076	87 395	94 552	93 733	92 182
Hébergement et restauration	3 741	3 489	3 717	3 583	3 669	3 204
Information et Communication (TIC)	11 720	14 304	14 873	15 484	16 033	16 717
VA des secteurs avec composante EB	107,346	111,597	122,048	129,175	131,950	129,545
Produit intérieur brut (PIB)	363 052	393 865	434 612	465 375	491 728	535 438

Source : Tableau réalisé par l'auteur sur la base des données de l'Annuaire statistique 2020, Tableau des comptes nationaux, INSD

Toutefois, il est malheureusement impossible d'évaluer, pour l'ensemble des activités, la part de leur valeur ajoutée qui est attribuable ou imputable à l'EB pour deux raisons :

- La structure des comptes nationaux, agrégés au plus haut niveau, qui ne permet pas une décomposition par activité de la valeur ajoutée ;
- L'absence d'information complémentaire qui permettrait d'évaluer la VA attribuable à l'EB pour un secteur donné.

3.1.1 Evaluation de la Valeur ajoutée de l'EB à Djibouti

En dehors du secteur de la pêche, il est nécessaire, pour les autres secteurs, de faire des analyses complémentaires et de recourir parfois à des estimations pour évaluer la part de leur valeur ajoutée qui est attribuable à l'économie bleue.

Ci-après une analyse par secteur EB et comment la part de leur valeur ajoutée imputable à l'économie bleue a été évaluée dans le cadre de ces travaux :

¹⁰ Evaluation de l'EB dans la région de l'IGAD, Rapport national, 2019, Zahra Omar

- I. Le secteur de la pêche, qui relève à 100% de l'EB, présente en 2018 une valeur ajoutée totale de 1,250 milliard de DJF et fournit près de 2600 emplois directs. La dernière évaluation des ressources halieutiques du pays a été réalisée en 1996 et a fait état de la disponibilité d'un important stock de petits pélagiques, grands démersaux et autres crustacés, avec un potentiel estimé à 47 000 tonnes à Djibouti.
- II. Le secteur des transports comprend aussi bien le transport maritime et l'ensemble des activités en lien ainsi que le transport routier et aérien. Les données agrégées ne fournissent pas d'informations sur le transport maritime et sa contribution réelle à l'économie. Toutefois, selon les recherches complémentaires effectués, les activités portuaires représentent à elles seules 50% de la valeur ajoutée totale du secteur des transports. Les ports constituent ainsi le maillon fort en termes de valeur ajoutée et de création d'emplois. La valeur ajoutée brute correspondant aux activités portuaires (gestion du fret, terminal à conteneurs, terminal pétrolier) représente 45,870 milliards de DJF (2018) et les ports génèrent près de 6500 emplois.
- III. La VA du secteur de l'énergie est estimée à 16,192 milliards DJF (2018). Compte tenu de la part de l'hydraulique dans la production d'énergie (89% de l'électricité provient de l'hydroélectricité importée d'Ethiopie), on estime que la part de la valeur ajoutée du secteur attribuable à l'EB est de 14,411 milliards. Le secteur fournit également des emplois à 1 250 personnes. En outre, le passage du carburant à l'énergie hydraulique a évité des émissions de CO2 estimées à 150 ktCO2e / an¹¹.
- IV. Le secteur de l'hébergement et de la restauration (qui est une composante du tourisme) comprend à la fois la consommation des touristes et des résidents. La partie qui est directement liée à l'économie bleue, à savoir le tourisme bleu, est difficile à évaluer compte tenu du degré d'agrégation des données et du manque de différenciation entre la consommation des touristes et celui des résidents. L'absence de données désagrégés, d'abord par activité (hébergement et restauration) et par acteur (touristes et résidents) rend ainsi difficile l'évaluation de la VA du secteur qui serait attribuable au tourisme bleu. Pour évaluer la VA du tourisme bleu, il serait judicieux de faire :
 - D'une part, une Cartographie des hôtels et des restaurants en fonction de leur emplacement (côtier ou pas) et de la fréquentation par des touristes.
 - D'autre part, une enquête auprès des hôtels et restaurants pour identifier la part de touristes parmi leur clientèle.La VA totale du secteur Hébergement et Restauration est estimée à 3,204 milliards de Fdj en 2018.
- V. Le transport aérien est l'autre composante du secteur du tourisme et présentait une VA estimée à 2,632 Milliards de FDj en 2018. En ce qui concerne l'évaluation la VA attribuable à l'EB, seule la part des passagers non-résidents dans le transport aérien devrait être prise en compte. En 2018, ces derniers représentaient 47% des passagers.

¹¹ 6ème Contribution Prévues National Déterminée (CPDN)

- VI. Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) est un autre secteur lié à l'EB car il a comme composante l'activité de transport de données par câble sous-marin. Cette dernière activité contribuait à 2,7% du chiffre d'affaires annuel de l'opérateur de télécommunication en 2018.

- VII. L'exploitation du sel du lac Assal (code CITI rev4 B0893) par des investisseurs privés et la production de produits chimiques de base dont le bromure de sodium (code CITI rev4 C2011) qui résulte de l'exploitation du sel, sont liées à EB. Toutefois, avec d'autres secteurs, ces dernières activités ne sont pas capturées par les comptes nationaux en 2018, notamment en raison de leur nouveauté dans le paysage économique national (début des activités en 2019).

3.1.2 Valeur Ajoutée et Emploi de l'EB à Djibouti évalués au travers de la BEVTK

Grâce à la Boîte à outils d'évaluation de l'EB (BEVTK) et sur la base des informations disponibles, la VA de l'EB à Djibouti se présente comme suit :

Tableau 4 : Valeur ajoutée de l'EB à Djibouti

Annual Gross Value Added (GVA in USD) generated by the Blue Economy by ISIC Code in Djibouti between 2016 and 2018

US Dollars (USD)				
Economic Activity by ISIC Category	Year/ GVA by ISIC category			Total BE GVA by sector
	2016	2017	2018	
A - Agriculture, sylviculture et pêche			7,083,798	7,083,798
A03 - Pêche et aquaculture			7,083,798	7,083,798
A031 - Pêche			7,083,798	7,083,798
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation			81,667,005	81,667,005
D35 - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation			81,667,005	81,667,005
D351 - Production, transport et distribution d'électricité			81,667,005	81,667,005
H - Transport et entreposage		186,436,185	259,947,283	446,383,469
H50 - Transports par eau		45,425,269		45,425,269
H501 - Transports maritimes et côtiers		45,425,269		45,425,269
H51 - Transports aériens				
H511 - Transport aérien de voyageurs				
H52 - Magasinage et activités annexes des transports		141,010,917	259,947,283	400,958,200
H522 - Activités annexes des transports		141,010,917	259,947,283	400,958,200
H5222 - Activités de services annexes des transports par eau			259,947,283	259,947,283
H5229 - Autres activités annexes des transports		141,010,917		141,010,917
I - Activités d'hébergement et de restauration				
J - Information et communication				
J61 - Télécommunications				
J611 - Activités de télécommunications par câble				
Total BE GVA by sector		186,436,185	348,698,086	535,134,271

Tableau 5: Emploi de l'EB à Djibouti

**Number of people employed by main ISIC Section associated with the Blue Economy
in Djibouti
in (Multiple Items)**

DataYear		(Multiple Item: <input type="text" value="Y"/>		
Economic Activity by ISIC Section	JT	Total Employment related to BE	Total Employment in Sector	as a % of Total Employment generated by BE
H - Transport et entreposage		11,056	12,094	74.83%
A - Agriculture, sylviculture et pêche		2,600	2,600	17.60%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation		1,119	1,258	7.57%
J - Information et communication		-	2,200	0.00%
I - Activités d'hébergement et de restauration		-	3,438	0.00%
Grand Total		14,775	21,590	100.00%

3.1.3 Les activités de l'EB non capturées par le SCN

Certaines activités ou secteurs qui relèvent de l'EB (voir tableau 6) ne sont pas capturées par les SCN en 2018 pour les raisons suivantes :

- *Les activités sont relativement récentes, donc seront probablement pris en compte dans les comptes de l'année 2019 ;*
- *Les activités existent depuis un certain temps mais les données les concernant ne sont pas collectées à ce jour ;*
- *Une activité future, celle de la collecte et la distribution d'eau désalinisée dont l'infrastructure sera mise en exploitation dans les deux prochaines années.*

Tableau 6 : Secteurs EB non capturés par le SCN 2018 et Sources de données potentielles

Activité (Code CITI 4-digit)	Description de l'activité	Nature des données à collecter	Sources des données
B0893. Extraction et raffinage du sel	Exploitation du sel du lac assal	1. Production de sel de mer (en tonnes) 2. Exportation de sel de mer	1. Etats financiers de la Société Salt Investment et Direction de l'Industrie 2. Etats financiers de la Société Salt Investment + Direction des douanes
C2011. Production de produits chimique de base	Production de bromure de sodium (états financiers de Djibouti Chemicals SA)	1. Production de bromures de sodium (en tonnes) 2. Exportation du bromure de sodium	1. Etats financiers de Djibouti Chemicals SA et la Direction de l'Industrie 2. Etats financiers Djibouti Chemicals SA et la Direction des douanes
C1020 - Traitement et conservation de poissons, crustacés et mollusques	Conservation et transformation de produits de pêche	1. Conservation et transformation de produits de pêche (en tonnes) 2. La consommation des ménages en produit halieutique transformés 3. Exportation des produits pêche conservés ou transformés	1. Etats financiers des sociétés et la Direction de la pêche 2. EDAM-IS et IPC 3. Etats financiers des sociétés+ Direction de la Douane
H5011-Transport maritimes et côtiers des voyageurs	Transport par bateau de voyageurs	1. Nombre de voyageurs par eau/an 2. Le prix du service	1. Direction maritime (gestion du Ferry) ; 2. Port de pêche
E3600. Collecte, traitement et distribution d'eau	Collecte, traitement et distribution d'eau (désalinisation de l'eau de mer)	Eau potable produit et distribué par l'usine de dessalement d'eau de mer	Rapport d'activité de l'Office National des Eaux (ONEAD)

3.2 Evaluation des services des écosystèmes marins

On trouve dans l'environnement marin et côtier djiboutien des écosystèmes d'herbiers de phanérogames, de mangroves et de récifs coralliens.

3.2.1 Présentation des écosystèmes marins

Herbiers phanérogames

L'on dispose de peu d'éléments concernant les herbiers de phanérogames de Djibouti, qui poussent dans des eaux peu profondes couvrant des bancs de boue. Ces herbiers se trouvent entre Djibouti-ville et la frontière somalienne à Loyada sur la côte sud et dans la zone entre Obock et Ras Bir sur la côte nord du Golfe de Tadjourah.

Les herbiers font office de territoire privilégié pour la reproduction et le repos d'espèces de poissons et de crustacées qui ont une valeur commerciale. En outre, elles constituent des zones importantes d'alimentation pour les tortues vertes *Chelonia mydas* et potentiellement les dugongs *Dugong dugon*¹².

Les mangroves

A Djibouti, les mangroves couvrent une superficie totale de **800 hectares**. Sur les 79 espèces de mangroves dénombrés dans le monde, seulement 4 d'entre elles se trouvent à Djibouti à cause de l'aridité du climat : *Avicennia marina*, *Rhizophora mucronata*, *Bruguiera gymnorrhiza* et *Ceriops tagal*¹³.

Les écosystèmes des mangroves présent à Djibouti sont composés principalement par les palétuviers et sont situés à Godoria, Khor Angar, îles Moucha et Maskali, Djibouti et la plaine côtière de Djibouti. Godoria représente la plus grande forêt de mangroves en termes de superficie. Les mangroves jouent un rôle important dans la fourniture des produits de la pêche et dans la protection des zones côtières contre l'effet des tempêtes et des inondations.

Enfin, les mangroves font partie des écosystèmes qui stockent le plus le carbone et donc lutte contre le réchauffement climatique.

Les récifs coralliens

On trouve également dans les eaux djiboutiennes un assemblage unique de récifs coralliens de diverses espèces grâce à la convergence de trois zones biogéographiques : habitats des eaux tropicales chaudes de l'Océan Indien et de la Mer Rouge ainsi que ceux des eaux froides des régions somaliennes et de la Mer d'Arabie¹⁴. Les principaux sites de récifs coralliens sont : Ras Siyan, l'archipel des îles des Sept Frères, le Golfe de Tadjourah, le Nord de la ville de Djibouti et les îles Moucha et Maskali. Selon les données du Département de l'Environnement, les récifs coralliens de Djibouti représentent une superficie de 400Km².

¹² Source : Monographie Nationale sur le Diversité Biologique (MNDB), 2000

Définition : Le dugong est un grand mammifère qui peut mesurer jusqu'à 3,2 m de long et peser jusqu'à 200 kg. Il se nourrit presque exclusivement d'herbe marine et, à Djibouti, on le trouve donc le plus souvent dans les eaux peu profondes couvrant les laisses entre Djibouti-ville et la frontière avec la Somalie.

¹³ Monographie nationale de la diversité biologique (MNDB), 2000

¹⁴ Monographie nationale de la diversité biologique (MNDB), 2000

Les récifs coralliens comme les mangroves constituent une barrière de protection naturel des côtes contre les vagues et les tempêtes. Ils permettent ainsi d'alléger ou d'épargner les dépenses qu'aurait requis la protection des côtes, des infrastructures et des habitats côtiers contre la destruction résultant des vagues et des tempêtes. Ils servent également de lieux de reproduction pour les espèces marines.

Les récifs, les mangroves et la végétation terrestre agissent ensemble comme décharges ou puits de carbone, même au plus bas niveau, et contribuent ainsi à alléger les effets du réchauffement planétaire.

Enfin, la biodiversité marine offre des services immatériels qui sont facteur de cohésion et d'identification. On peut citer les valeurs spirituelles et religieuses, récréatives, sportives et touristiques, esthétiques, culturelles et éducatives, mobilisatrices.

3.2.2 Données disponibles sur les écosystèmes marins

Compte tenu de leur caractère purement économique, les comptes nationaux ne prennent pas évidemment en compte la contribution du capital naturel à la performance économique et à la création de richesse.

A ce jour, les seules données disponibles et pouvant contribuer à l'évaluation de la contribution des services écosystémiques sont les suivants :

- *Superficie terrestre de la zone côtière : 4703 Km² (20% de la superficie totale) ;*
- *Densité dans les zones côtières : 84 hab/km² ;*
- *Population côtière : Plus de 85% de la population ;*
- *Aires terrestres et marines protégés (% de la superficie totale)¹⁵ : 1.2 (2018)*
- *La superficie des écosystèmes marins*
 - *Mangroves : 8km²*
 - *Récifs coralliens : 400 Km²*
 - *Herbiers marins : NA*
- *20 à 30% des récifs coralliens sont dégradés*

3.3.3 Valeur des services des écosystèmes évaluée au travers de la BEVTK

Les services rendus par les écosystèmes marins sont multiples. Toutefois, en raison de l'absence d'évaluation de la valeur de ces services au niveau nationale et de leur contribution à l'économie, le Consultant chargé de la conception de l'outil a eu recours à des valeurs issues de différentes études et recherches. Aussi, une nomenclature internationale des services des écosystèmes, la CICES (The Common International Classification of Ecosystem Services) a été utilisée dans le cadre de cette évaluation.

En outre, compte tenu du nombre important de services associés aux trois écosystèmes marins identifiés à Djibouti, à savoir les mangroves, les récifs coralliens et les herbiers marins, l'intérêt sera porté uniquement sur quatre services dans le cadre de cette évaluation :

- *La production de la biomasse halieutique,*

¹⁵World Development Indicators database, Country profile,
https://databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&bar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=DJI

- *La protection des côtes,*
- *La séquestration de carbone et*
- *La purification des eaux*

Enfin, Les valeurs unitaires utilisées pour cette évaluation, qui sont fonctions du type d'écosystème et de la nature du service rendu, sont tirées d'une étude sur l'évaluation des services des écosystèmes côtiers dans les Grands Ecosystèmes Marins d'Afrique¹⁶.

Tableau 7 : Valeur des écosystèmes marins

Classification des écosystèmes marins	Valeur estimée du service de l'écosystème (\$)	% de la Contribution du service de l'écosystème
Marine-Neritic	95,803,802	66.7%
1. Récifs coralliens	93,978,508	65.4%
Production Biomasse	394,334	0.3%
Protection des côtes contre l'érosion des sols	92,892,352	64.6%
Purification des eaux	na	na
Séquestration de carbones	691,822	0.5%
2. Hérbiers marins	1,825,294	1.3%
Production Biomasse	na	na
Protection des côtes contre l'érosion des sols	1,825,294	1.3%
Purification des eaux	na	na
Séquestration de carbones	na	na
Marine-Interditale	47,860,036	33.3%
1. Mangroves	47,860,036	33.3%
Production Biomasse	8,641,847	6.0%
Protection des côtes contre l'érosion des sols	2,200,614	1.5%
Purification des eaux	912,077	0.6%
Séquestration de carbones	36,105,498	25.1%
Grand total	143,663,838	100%

na: Evaluation impossible sur la base des informations disponibles

3.3.4. Remarques sur l'évaluation écologique

Les informations collectées sur la dimension écologique de l'EB proviennent essentiellement de la Direction de l'environnement de Djibouti (DEDD). Toutefois et en vue de faire une réelle évaluation des services écologiques des écosystèmes marins, il a été constaté les manquements suivants :

- La superficie des herbiers marins ainsi que leur état écologique ne sont pas connues à Djibouti ;
- L'état écologique des deux autres écosystèmes n'est pas évalué de façon officielle ;

¹⁶ Valuation of coastal ecosystem services in the Large Marine Ecosystems of Africa; Ewan Tr'egarot, Gregoire Touron-Gardic, Cindy C. Cornet, Pierre Failler, October 27, 2020

- L'évaluation du stock de ressources aquatiques¹⁷ est ancienne et une mise à jour de la monographie nationale de la biodiversité qui date de 2000 doit être entrepris ;
- La Direction de l'environnement n'a pas de mandat clair quant à leur rôle dans l'EB ;
- Enfin, dans le cadre d'une réforme des statistiques en cours dans le pays, une section « statistique de l'environnement » serait créée au sein de l'Institut Nationale des Statistiques. Cela permettra surement de créer enfin cette collaboration entre la Direction de l'Environnement et l'INSD inexistante à ce jour.

3.4 Evaluation de la dimension sociale de l'EB

3.4.1. Les données sociales

Les données sociales capturées par les comptes nationaux sont relatives à la consommation des ménages et sont obtenues sur la base de l'enquête auprès des ménages pour les indicateurs sociaux (EDAM-IS 2017). Cette enquête, réalisée par l'INSD, fournit également un ensemble d'autres indicateurs sociaux tels que :

- *Le seuil de pauvreté,*
- *La part de la population affectée par l'insécurité alimentaire,*
- *La consommation annuelle par habitants,*
- *La répartition des dépenses des ménages ;*
- *Le taux de chômage au niveau national, par Région et selon le genre.*

Y figure également des indicateurs sur l'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé, le logement, l'eau et à l'électricité.

Dans le processus d'évaluation de la contribution sociale de l'économie bleue, certains indicateurs sociaux peuvent être pertinents tels que :

- *L'apport protéique des produits de pêche ;*
- *La consommation par tête de produits de pêche ;*
- *La part de la population affectée par l'insécurité alimentaire ;*
- *Les indicateurs de pauvreté dans les zones littorales,*
- *La mobilité des personnes (ex. migrants) dans la mer rouge,*
- *La création d'emploi dans les zones côtières ; etc.*

Près de 85% de la population totale vit dans les zones côtières avec une densité de 84 hab/km²¹⁸, largement au-dessus de la densité nationale qui est de 25 hab/km². En outre, la superficie terrestre de la zone côtière est de 4703km², soit 20% de la superficie totale.

Cette surpopulation dans les zones côtières serait à l'origine de pressions accrues sur les services sociaux mais également sur les écosystèmes et les ressources marines entraînant une dégradation de l'état écologique de ces derniers. Cela devra être évalué dans le cadre de l'EB.

3.4.2 L'impact social évalué au travers de la BEVTK

L'évaluation de l'impact social de l'EB est la moins finalisée de la boîte à outils car il n'existe pas à ce jour d'une liste d'indicateurs de référence dès lors qu'il s'agit d'évaluer l'impact social de l'EB.

¹⁷ Le dernier recensement des ressources halieutiques date de 1996

¹⁸ Profil côtier de Djibouti, 2004

Certains indicateurs, dont ceux cités plus haut seraient intéressants à évaluer et évidemment à compléter avec d'autres plus pertinents.

Dans le cadre de cette première évaluation de l'EB par la BEVTK et dans le souci de proposer des données harmonisées pour l'ensemble des pays (pays pilotes et les autres qui utiliseront la boîte à outils ultérieurement), le Consultant a proposé une série d'indicateurs sociaux internationaux tels que ceux du développement humain du PNUD¹⁹ ou ceux sur la corruption et la gouvernance²⁰.

Tableau 8: Les indicateurs sociaux de Djibouti

Social category/dimension/ indicator	Social Indicator value
C - Corruption	66.00
C1 - Government	66.00
C11 - Corruption Perception Index (CPI)	66.00
H - Human Development & Inequality	68.87
H2 - Human Inequality	63.25
H21 - Inequality-adjusted Human Development Index (IHDI)	79.70
H22 - Gender Inequality Index	
H23 - Gini coefficient	46.80
H24 - Child labour (% ages 5-14)	
H1 - Human Development	80.10
H11 - Human Development Index (HDI)	80.10
H12 - Gender Development Index (GDI)	
H13 - Youth unemployment rate (% youth pop)	
H14 - Overall unemployment rate (% Pop)	
H15 - Overall unemployment rate (female to male ratio)	
P - Poverty, Nutrition, Education	24.63
P2 - Education	7.50
P23 - Literacy index	7.50
P24 - Education Index	7.50
P25 - Inequality Adjusted Education Index	
P26 - Mean years of schooling, female (years)	
P27 - Mean years of schooling, male (years)	
P1 - Living standards	58.90
P12 - Fish, seafood supply quantity (kg/capita/yr)	58.90
I - Illegal actions	6.75
I4 - Organised actions	8.50
I43 - IUU (% of population affected)	15.00
I41 - Piracy (% of population affected)	2.00
I1 - illegal Traffiquing	5.00
I11 - Narcotic Traffic (% of population affected)	5.00
I2 - Substance Abuse	5.00
I21 - Narcotic use (% of population affected)	5.00
Composite Social Index value	33.95

Source : BEVTK, social impacts summary

¹⁹ <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi>

²⁰ <https://www.transparency.org/en/cpi#>

4. Avis et commentaires sur la BEVTK

Une consultation des parties prenantes et une collecte de données sur le terrain ont été menées dès le début du processus ayant conduit à l'élaboration de la boîte à outils de l'EB, la BEVTK.

Une fois l'outil fournit dans sa dernière version, elle a également été présentée dans le cadre d'une réunion à l'équipe des Comptes nationaux de l'INSD. Les réactions ont été positives et l'équipe de l'INSD a favorablement accueilli ce nouvel outil. Toutefois, ils ont exprimé des interrogations sur les points suivants.

4.1 La définition des secteurs économiques qui relèvent de l'EB

En l'absence d'un cadre institutionnel et stratégique de l'EB, le contour de ce concept en termes de secteurs économiques n'est pas clair. A titre d'exemple, l'équipe s'est interrogée sur la pertinence de considérer l'énergie hydraulique importée de l'Ethiopie comme un secteur qui relève de l'EB de Djibouti dès lors que la ressource en eau utilisée pour la production ne provient pas du territoire djiboutien. En effet, dans le calcul de la valeur ajoutée, uniquement la production sur le territoire national est considérée. Dans le même temps, cette eau est consommée à Djibouti et les investissements sont comptabilisés dans l'économie djiboutienne.

En outre, la production d'eau minérale embouteillé n'a pas été considérée comme une activité de l'EB dans le cadre de l'évaluation de la VA de l'EB. Or à Djibouti, il existe une industrie d'eau embouteillé issue de la désalinisation et minéralisation de l'eau de mer. La pertinence de considérer cette activité comme relevant de l'économie bleue ou non a été posée.

Il serait ainsi pertinent, lors de la conception de la stratégie de l'EB à Djibouti, de considérer cette question et de fixer le contour des secteurs économiques qui relèvent de l'EB.

4.2 Les nomenclatures et le format de l'outil

La question de la langue de l'outil, dont cette première version est en anglais, a été soulevée à Djibouti où la langue de travail est le français. Même si le Consultant a fait l'effort d'intégrer une version française de la nomenclature CITI rev4 utilisée pour les données économiques, les différentes rubriques composant l'outil et les autres nomenclatures intégrées sont en anglais.

Au niveau des nomenclatures, l'INSD qui utilise leur propre nomenclature, la NAD (nomenclature des activités de Djibouti) qui est une adaptation de la CITI rév4, aurait souhaité utiliser cette même nomenclature dans la boîte à outil. Toutefois, la nécessité d'avoir un outil standardisé et pouvant être utilisé par tous les pays du continent a été comprise. Pour la Direction de l'Environnement, les équipes ne sont pas familiers avec la CICES mais ont approuvé l'idée de disposer d'une classification standard des services des écosystèmes marins.

Enfin, le support de la BEVTK en Microsoft Excel a fait l'objet de quelques réticences, car un peu lourd et pas facile d'utilisation. L'équipe de l'INSD a proposé de le migrer vers un logiciel plus rapide et de meilleures capacités. En outre, ils ont exprimé le souhait d'être formés dans son utilisation.

4.3 La disponibilité et la viabilité des données

Tout au long du processus, la question de la disponibilité des données s'est posée et la présentation de l'outil a démontré aux parties prenantes (INSD et la DEDD) les manquements à ce niveau. En effet, la Valeur Ajoutée n'est pas disponible pour certains secteurs économiques et l'évaluation de services écosystémiques est quasi-inexistant dans le pays.

Un projet de réformes des statistiques est en cours avec la Banque Mondiale et il est prévu dans ce cadre de renforcer la collecte et la production de données. A ce titre, l'instauration de circuits formels et opérationnels de transmission de données avec les différents départements techniques est cruciale. Par exemple, l'INSD ne reçoit pas toujours ou avec quelques années de retard les états financiers des établissements publics et privés.

Sur la dimension environnementale, la collaboration entre l'INSD et la DEDD n'est pas opérationnelle à ce jour et la création éventuelle d'une section « statistique environnementale » dans le cadre de la réforme des statistiques en cours pourrait en être l'origine.

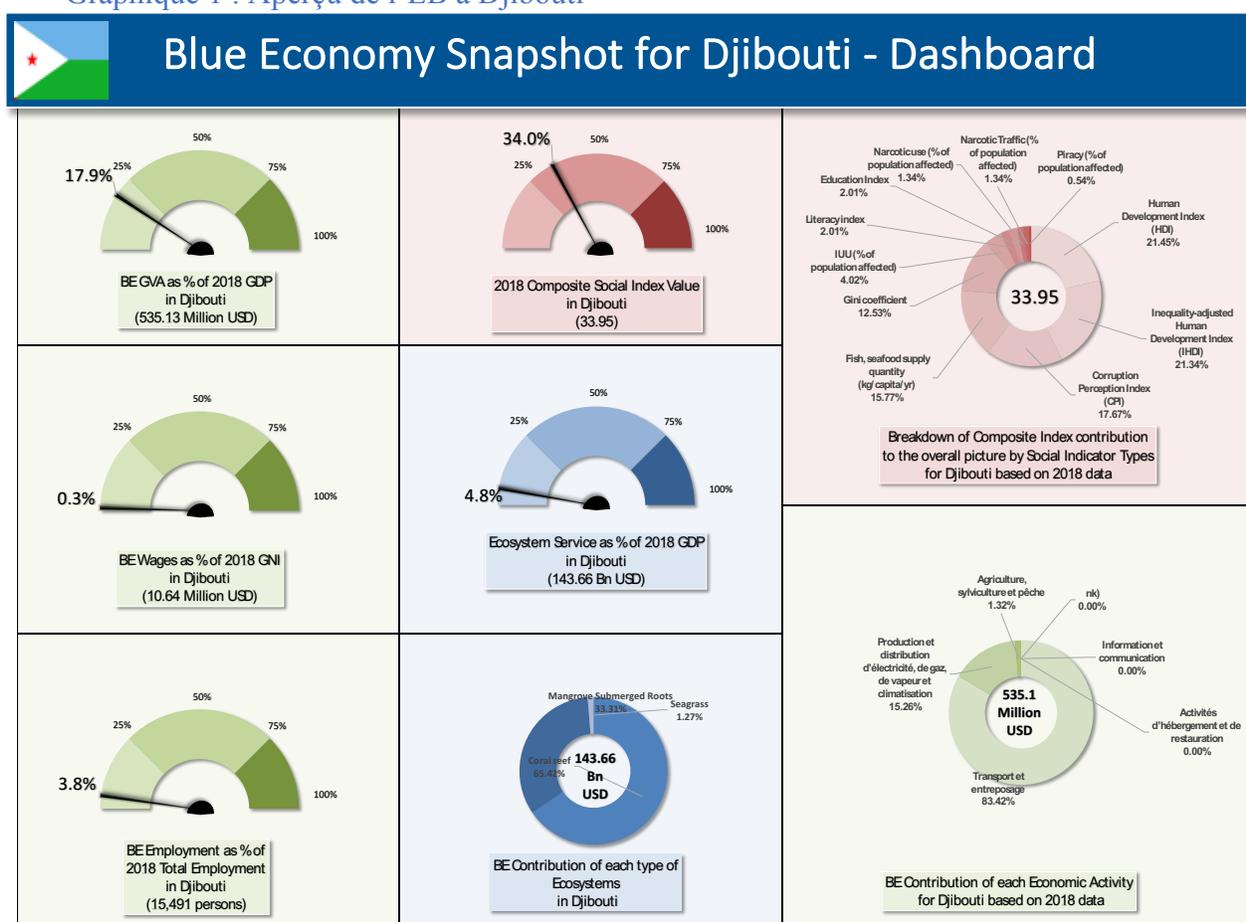
En outre, toujours sur l'aspect environnement, il existe à Djibouti des documents cadres importants et qui fournissent des informations à valeur ajoutée les ressources et les écosystèmes marins mais ils sont datés pour la plus part. Les équipes de la DEDD ont soulevé la nécessité de mettre à jour ces documents et d'entreprendre de nouvelles investigations et productions de données sur l'environnement marin et côtier. Sur ce point, une demande d'appui technique et financier ainsi que de renforcement de capacités des équipes par l'UNECA a été formulée.

5. L'Économie Bleue à Djibouti en chiffres

La BEVTK propose un tableau de bord qui résume l'économie bleue dans le pays d'étude. Pour Djibouti, sur la base des données disponibles, l'EB c'est :

- 535 Millions de \$ de valeur ajoutée qui correspond à 17.9% du PIB en 2018 ;
- 83% de cette VA provient du secteur de transport et entreposage ;
- 3.8% de l'emploi totale est fourni par l'EB ;
- 143 Millions de \$ de services des écosystèmes marins ;
- 65% de la valeur des services écosystémiques est attribuée aux récifs coralliens

Graphique 1 : Aperçu de l'EB à Djibouti



Source : BEVTK, country BE snapshot

6. Conclusion et Perspectives

Les écosystèmes marins et côtiers et les produits et services qu'ils rendent sont d'une importance capitale pour la République de Djibouti. Ils fournissent des bénéfices environnementaux, sociaux et économiques non négligeables.

Cependant, les ressources et les écosystèmes marins subissent des menaces et des pressions sur le plan national qui, si des mesures adaptées ne sont pas prises, pourraient entraver le potentiel d'économie bleue du pays. D'autant plus que le potentiel et la contribution économique des surfaces aquatiques ne sont pas connus et reconnus à leur juste valeur.

Cette prise de conscience, nécessaire au niveau national, a besoin au préalable de la disponibilité pour les décideurs d'informations et de données stratégiques sur ce secteur.

En effet, l'existence de données sur la contribution de l'EB à la valeur ajoutée nationale et au PIB, sur le montant des services environnementaux que rendent les écosystèmes et sur leur contribution au bien-être et au développement social, facilitera la prise de décision en faveur la protection de l'environnement marin.

Elle permettra à terme le développement de politique intégrée, holistique et durable de l'utilisation des ressources et écosystèmes marins pour le développement économique et le bien-être social.

La boîte à outils développée dans le cadre de cette mission répondra, en partie, à cette nécessité. Toutefois, une adhésion totale du Département des statistiques et une appropriation de l'outil par les acteurs de l'Environnement est nécessaire pour obtenir les résultats escomptés. Ces deux départements sont les premiers destinataires de la BEVTK.

L'outil une fois adopté, il serait nécessaire d'entamer un véritable travail de collecte de données pour à terme permettre la mise en place d'une comptabilité satellite de l'EB à Djibouti. Toutefois, cela doit être précédé par l'adoption d'un cadre de gouvernance de l'EB et la structuration du secteur.

En effet, dans la perspective pour Djibouti de tirer entièrement profit de l'économie bleue et des nombreuses opportunités qui y sont liées, le pays se doit de :

- (i) Finaliser la stratégie nationale d'économie bleue qui va fixer la gouvernance institutionnelle de l'EB, définir le contour de ce nouveau modèle économique, fixer les principales orientations et les priorités et favoriser la coordination et les synergies entre l'ensemble des parties prenantes ;
- (ii) La définition de la stratégie nationale de l'EB doit être inspirée ou en lien avec celle de l'IGAD et de l'UA en vue d'assurer sa pertinence et sa cohérence au niveau régional et continental et faciliter ainsi la mobilisation de partenariat autour du secteur ;
- (iii) Intégrer l'EB dans les stratégies et politiques cadres de développement, notamment le Plan National de Développement (PND) 2019-2024 en cours de préparation, tout comme dans les stratégies des secteurs en lien avec l'EB ;
- (iv) Adopter un cadre de gouvernance propre à l'EB (Comité de pilotage ancré au plus haut niveau) ;
- (v) Améliorer la base de données sur l'EB par le renforcement des capacités des acteurs pour la collecte et la production des données (INSD, DEDD, Directions techniques) ;

- (vi) Réaliser de recherches et d'études complémentaires sur les écosystèmes marins et mettre à jour les études et documents cadres (monographie de la biodiversité, le profil côtier de Djibouti, le recensement du stock des produits halieutiques, etc.) ;
- (vii) Enfin, une fois la stratégie de l'EB adoptée, il faudra doter ce secteur de mécanismes de financement pérenne.

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées

Nom	Fonction	Organisation	Nature de l'échange
M. Omar Abdoukader	Ingénieur statisticien/ Responsable de l'équipe Comptes Nationaux	Institut National des Statistiques de Djibouti (INSD)	Réunion + Email
M. Mohamed Abdoukader	Ingénieur statisticien	INSD	Réunion
M. Mohamed Osman	Ingénieur statisticien	INSD	Réunion
M. Osman Abdi	Directeur général	Office National du Tourisme de Djibouti (ONTD)	Echange téléphonique et électronique
M. Aboubaker Hassan	Responsable promotion	ONTD	Réunion
Mme Beydane Mohamed	Coordinatrice du projet	Programme d'Appui à la Réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêches côtières (PRAREV)	Email
M. Houssein Rirache	Directeur	Direction de l'Environnement du MHUET	Réunion
M. Idriss Ismaël	Sous- Directeur/ Coordinateur National du Projet Ozone	Direction de l'Environnement du MHUET	Réunion
M. Abdoukader Oudoum	Conseiller technique du Ministre, Environnementaliste/ Point focal EB	MHUET	Réunion
M. Mohamed Djibril	Environnementaliste/ Spécialiste des mangrove		
-	Membres du Groupe de travail sur le Plan National de Développement (2019-2024)	Ministère de l'Economie et des Finances	Réunion

Références bibliographiques

- La Diversité Biologique de Djibouti, Analyse Economique ; L. EMERTON ; 1998
- La Monographie Nationale de la Diversité Biologique (MNDB), La Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DATE), 2000
- Plan Intégré d'Aménagement des Zones Côtières, La Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DATE), 2004
- 2nd Communication Nationale Initiale de la République de Djibouti à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, MHUET, <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Djibouti%20INC%20French.pdf>
- La Contribution Prévue Déterminée National, Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement, 2015
- Annuaire statistiques 2020-comptes nationaux, INSD, 2020
- Résultats de la 4^{ème} Enquête Djiboutienne auprès des Ménages pour les Indicateurs sociaux (EDAM-IS), INSD et Banque Mondiale, 2018
- Djibouti, Rapport de Suivi de la Situation Economique, Banque mondiale, Avril 2019, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/djibouti/publication/economic-update-october-2019>
- L'Economie Bleue, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), 2016, www.uneca.org
- System of Environmental-Economic Accounting for Agriculture, Forestry and Fisheries, FAO, 2020
- Rwanda Natural Capital Accounts-Water, version 1.0, National Institute of Statistic of Rwanda, 2019
- Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) Révision 4, Département des affaires économiques et sociales Division de statistique des Nations Unies, https://unstats.un.org/unsd/publication/seriesm/seriesm_4rev4f.pdf
- Measuring the Blue Economy: The System of National Accounts and use of Blue Economy Satellite Accounts, Justin Ram, Dindial Ramrattan, Raquel Frederick, October 2019
- Valuation of coastal ecosystem services in the Large Marine Ecosystems of Africa, Ewan Trégarot , Grégoire Touron-Gardic , Cindy C. Cornet, Pierre Failler, 2020
- Evaluation de l'Economie Bleue dans la Région de l'IGAD et Développement d'un Projet Régional sur la Restauration des écosystèmes dégradés, Rapport National République de Djibouti, Zahra O. Ahmed, 2019
- Stratégie de l'Economie Bleue de l'Afrique, Union africaine – Bureau interafricain des ressources animales (UA-BIRA), 2019
- IGAD Regional Blue Economy Strategy and Implementation Plan for 5 years (2021-2026), Pierre Failler, 2020